

## PENSÉES ET IMPENSÉS DU « NOUVEL » ANTISÉMITISME

Comment la haine des Juifs travaille les sociétés contemporaines

[Laura Raim](#)

La Découverte | « [Revue du Crieur](#) »

2019/3 N° 14 | pages 104 à 119

ISSN 2428-4068

ISBN 9782348054754

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-du-crieur-2019-3-page-104.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# PENSÉES ET IMPENSÉS DU « NOUVEL » ANTISÉMITISME

Comment la haine  
des Juifs travaille les  
sociétés contemporaines

Le mot, indéniablement, est piégé. Longtemps pertinent pour caractériser l'un des principaux leviers idéologiques des fascismes de tout poil, l'antisémitisme est aujourd'hui mobilisé par différentes variantes de l'extrême droite pour, pêle-mêle, attaquer une extrême gauche antisioniste prétendument complaisante, anéantir symboliquement un adversaire politique, stigmatiser les « musulmans de banlieue », voire décrédibiliser les mouvements antiracistes. Difficile, donc, dans ce massif d'invectives grotesques et souvent contradictoires, de repérer ce qui, malgré tout, travaille à maintenir intacte la haine des Juifs dans les sociétés contemporaines. Pour y voir clair, comme souvent, il faut faire l'effort de penser les conditions socio-historiques nouvelles – et les permanences – qui ont, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création d'Israël, effectivement modifié les ressorts et les formes de l'antisémitisme. Où la fausse opposition « retour des années 1930 vs. radicalisation islamiste » vole en éclats.

Sous la plume d'un Alain Finkielkraut ou d'un Philippe Val, la dénonciation d'un « nouvel » antisémitisme camouflé en antisionisme vise explicitement les musulmans, les islamistes et une extrême gauche complaisante, qui seraient responsables d'une « *épuration ethnique à bas bruit*<sup>1</sup> » dans certaines villes franciliennes. En face, les intellectuels de gauche rappellent que l'islamophobie est un phénomène structurel bien plus puissant, que « *non, l'islam radical n'est pas seul responsable des agressions contre les Juifs*<sup>2</sup> ». Ils fustigent une opération

de stigmatisation des populations postcoloniales et insistent sur la survivance du vieil antisémitisme d'extrême droite. La réponse est juste mais un peu courte. Car en France, où des Juifs sont de nouveau tués parce que Juifs, ce ne sont pas des militants d'extrême droite qui les tuent. Quant aux phénomènes Alain Soral et Dieudonné, les deux têtes d'affiche d'extrême droite de la judéophobie complotiste, « antisioniste » et négationniste contemporaine, ils ne correspondent à aucune de ces caractérisations. Ils ne sont ni musulmans ni islamistes, et leur public,

# PRISE EN ÉTAU ENTRE L'INSTRUMENTALISATION À DROITE ET LA MINIMISATION À GAUCHE, LA QUESTION DE LA NATURE DE L'HOSTILITÉ ENVERS LES JUIFS AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE EST EN OUTRE PARASITÉE PAR DE VIRULENTES QUERELLES OPPOSANT LES PENSEURS LES PLUS INTÉRESSANTS SUR LE SUJET.

qui dépasse largement la jeunesse immigrée, n'est ni d'extrême gauche ni d'extrême droite.

Prise en étau entre l'instrumentalisation à droite et la minimisation à gauche, la question de la nature de l'hostilité envers les Juifs au XXI<sup>e</sup> siècle est en outre parasitée par de virulentes querelles opposant les penseurs les plus intéressants sur le sujet. L'échange polémique récent entre l'historien Enzo Traverso et le sociologue Danny Trom est symptomatique de l'impossibilité de construire un dialogue, même antagoniste, dès lors que les thèses des uns et des autres sont souvent caricaturées. Le premier, quoique signataire d'une tribune affirmant « *l'urgence d'une mobilisation contre l'antisémitisme*<sup>3</sup> », s'est d'abord vu accusé de « nier » l'antisémitisme et de « prendre les Juifs en otage » en les assignant à des rôles de « parias » et de « révolutionnaires »<sup>4</sup> sous prétexte qu'il analyse dans un de ses livres la droitisation des intellectuels juifs. En retour, Trom s'est vu prêter la volonté de défendre le principe d'un « *État ethnique ou confessionnel* », sous prétexte qu'il défend, en tant que sioniste, le principe d'un « *État pour les Juifs* » (et non pas, comme l'écrit Traverso, un « *État juif* »). Ce dialogue de sourds est d'autant plus regrettable que leurs ouvrages respectifs s'avèrent souvent complémentaires, pour des lecteurs qui ne se sentiraient appartenir ni à un « camp » ni à l'autre.

Les débats récurrents autour des définitions officielles de l'antisémitisme illustrent la difficulté à cerner le phénomène. Si l'on ne qualifie d'antisémites que les tags de croix gammée ou les « sales Juifs » effectivement prononcés, on risque de passer à côté d'autres manifestations moins explicites. On a assez vu comment le racisme anti-Arabe pouvait se dissimuler derrière une soi-disant critique de la religion musulmane ou une pseudo-défense des droits des femmes, des homosexuel·le·s et de la laïcité républicaine. Quels sont les masques équivalents de l'antisémite ? Quand doit-on considérer que l'inventaire des crimes d'Israël vire à l'obsession, que l'insistance sur le passage de Macron par la banque Rothschild dépasse la saine dénonciation de l'oligarchie ou que les comparaisons entre sionisme et nazisme débordent le débat historiographique pertinent ? Que certains Juifs soient blessés par une critique virulente d'Israël doit être pris au sérieux mais n'est pas en soi un critère suffisant : car si un autre Juif n'est pas heurté par le même propos, auquel se fier ? De même, le fait que l'antisionisme puisse encore aujourd'hui être défendu par des Juifs, y compris israéliens, ne suffit pas à rassurer sur les intentions de tous les antisionistes. Il ne s'agira pas ici de spéculer sur les arrière-pensées inavouées des uns et des autres mais de comprendre la spécificité du « nouvel » antisémitisme des

sympathisants de Soral, à la fois par rapport à celui qui a émergé au XIX<sup>e</sup> siècle dans le contexte de la montée des États-nations et par rapport aux autres formes de racismes contemporains.

Souvent émise par les défenseurs inconditionnels d'Israël, l'idée d'une « *bête immonde* » antisémite traversant inéluctablement les âges et les continents fait fi des analyses précises et concrètes des diverses formes et degrés d'intensité qu'a pris cette hostilité au fil de l'histoire. Aussi stimulantes, humanistes et érudites soient-elles, les *Réflexions sur la question antisémite* de la rabbin Delphine Horvilleur tombent partiellement dans ce travers. Elle développe en effet une théorie sur le sens psychophilosophique d'une pulsion antisémite millénaire. Plutôt que cette approche anhistorique, il nous faut examiner le réagencement du problème au cours des dernières décennies – la Shoah, la création d'Israël, la guerre des Six Jours, la décolonisation et la restructuration néolibérale ayant chacune eu des effets à la fois sur la subjectivité juive et sur les mécanismes et les discours antisémites.

### **Entre instrumentalisation et minimisation**

La tâche est rude, tant les pièges sont nombreux. Que l'accusation d'antisémitisme soit régulièrement brandie comme outil de propagande par le gouvernement israélien dans le but d'inciter les Juifs à venir s'installer ou comme arme de discrédit contre toute forme de contestation de l'ordre établi est indéniable. Après Jeremy Corbyn au Royaume-Uni et Jean-Luc

Mélenchon en France, Ilhan Omar aux États-Unis est la dernière à avoir eu droit au label infamant. La jeune élue socialiste a été contrainte de demander pardon en février, après avoir eu l'outrecuidance de dénoncer l'influence d'AIPAC, le très droitier lobby israélien aux États-Unis. On a également pu observer l'empressément de Macron à se scandaliser des « *quenelles* » de quelques Gilets jaunes pour tenter de délégitimer le mouvement. « *Par une malignité de l'histoire, la défense des Juifs est devenue la dernière morale, la vertu ultime, l'estimé reliquat des pouvoirs que leurs peuples désavouent* », constatait alors le journaliste Claude Askolovitch<sup>6</sup>.

L'affichage de l'anti-antisémitisme présente d'autres avantages. Comme le démontre dans *La Réaction philosémite* Ivan Segré, un philosophe et talmudiste qui se dit sioniste, il est ce qui autorise à donner libre cours aux autres pulsions racistes, la défense des Juifs (ou d'Israël) contre le « nouvel » antisémitisme des jeunes de banlieue (ou contre le djihadisme) permettant de stigmatiser la communauté maghrébine française. Avec, en prime, le bénéfice de se décharger sur cette population de la responsabilité du pays dans les crimes antisémites passés, au besoin en s'appuyant sur les thèses délirantes d'un Zemmour prétendant que Pétain aurait « *aidé les Juifs* ». D'où la passion que s'est soudainement découverte la droite, et même l'extrême droite version Marine Le Pen, pour les Juifs (mais aussi pour les autres « bonnes » minorités, femmes et homosexuels, à protéger contre les Arabes, les musulmans, les migrants et autres étrangers « menaçants »), alors même que « de manière générale, les opinions antisémites

sont plus répandues parmi les sympathisants de droite, et nettement plus chez les proches du Rassemblement national<sup>7</sup>».

L'antisémitisme s'avère le cadet des soucis de certains « philosémites » autoproclamés, dont la priorité est en réalité la reconquête des « *territoires perdus de la République* ». Alain Finkielkraut se montre ainsi étonnement indulgent envers son ami Renaud Camus, coutumier du « dérapage » antisémite, y compris quand le théoricien du « grand remplacement » tweete en 2017 que « *le génocide des Juifs était sans doute plus criminel mais paraît tout de même un peu petit bras auprès du remplacisme global* ». Le gouvernement israélien est le premier à brouiller les pistes, en se montrant conciliant avec des antisémites notoires quand ça l'arrange. Lorsque Benjamin Netayahou a accueilli à bras ouvert les Premiers ministres tchèques, slovaques et hongrois, la députée Likoud Anat Berko n'y est pas allée par quatre chemins pour clarifier les choses : « *Ils sont peut-être antisémites mais ils sont de notre côté.* »

### **Ni « retour des années 1930 », ni « radicalisation islamiste »**

Mais ce n'est pas parce que l'antisémitisme est instrumentalisé qu'il n'existe pas. En France, une dizaine de Juifs ont été tués parce que Juifs depuis 2006. Agressions, crachats, insultes, tags et menaces incitent quotidiennement les Français juifs à cacher leur kippa sous une casquette et à désertier l'école publique<sup>8</sup>. Certains quittent la Seine-Saint-Denis pour l'Ouest parisien, d'autres quittent la France pour Israël<sup>9</sup>.

## **ALAIN FINKIELKRAUT SE MONTRE AINSI ÉTONNEMENT INDULGENT ENVERS SON AMI RENAUD CAMUS, COUTUMIER DU « DÉRAPAGE » ANTISÉMITTE.**

Si les actes antisémites avaient reflué entre 2014 et 2017, ils ont fortement remonté depuis<sup>10</sup>. « *Pour les Juifs, il ne s'agit pas aujourd'hui du problème républicain de l'intégration d'une communauté*, précise le sociologue Bruno Karsenti, auteur notamment de *La Question juive des modernes. Paradoxalement, ils souffrent de persécution mais pas de discrimination.* » Voilà donc le « nouvel » antisémitisme qui préoccupe les uns et que minimiseraient les autres.

Ces actes sont-ils principalement le fait de l'extrême droite ? La réponse varie selon les pays. Aux États-Unis, c'est un suprématisse blanc qui a assassiné onze Juifs en 2018 dans une synagogue de Pittsburgh. C'est aussi un antisémitisme d'extrême droite rappelant celui de l'entre-deux-guerres qui progresse en Europe de l'Est, notamment en Pologne et en Hongrie.

La situation se présente différemment en France. Ce ne sont pas des miliciens d'extrême droite qui ont commis les meurtres récents de Juifs mais des jeunes issus de l'immigration. Moins médiatisés que ces drames, les actes de petite délinquance qui se multiplient depuis l'année 2000, notamment dans les banlieues des grandes villes où cohabitent les communautés

juives et musulmanes, ne sont pas non plus attribuables à l'extrême droite. D'après les rapports annuels sur le racisme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, ils sont le fait de (CNCDH) « *jeunes originaires des quartiers dits sensibles, souvent issus de l'immigration, impliqués par ailleurs dans la délinquance de droit commun* ». « *Les jeunes de banlieues qui peuvent agresser un prof juif ne sont pas les héritiers de Maurras* », tranche l'historien Enzo Traverso.

## COMME L'ANALYSE ENZO TRAVERSO, LES MUSULMANS ONT REMPLACÉ LES JUIFS COMME FIGURE MINORITAIRE DE L'ENNEMI INTÉRIEUR GANGRÉNANT LA NATION.

Certes, l'antisémitisme d'extrême droite n'a jamais disparu de l'Hexagone : « *Dès 1945, on a vu à Paris des défilés de personnes qui voulaient conserver les biens qu'ils avaient spoliés sous Vichy, rappelle l'historien Pierre Birnbaum. Puis il y a eu le mouvement poujadiste dans les années 1950, le mouvement Occident dans les années 1960.* » Les croix gammées taguées sur des portraits de Simone Veil ou le mot « *Juden* » inscrit sur la vitrine d'un restaurant Bagelstein en février 2019 attestent de sa persistance. Mais « *il est infiniment moins organisé, massif et violent qu'il ne l'était au XIX<sup>e</sup> siècle et dans les années 1930* », insiste l'historien. Car depuis cette époque, l'extrême droite a changé d'adversaire. Comme l'analyse Enzo Traverso dans *Les Nouveaux Visages du fascisme*, les musulmans ont remplacé

les Juifs comme figure minoritaire de l'ennemi intérieur gangrénant la nation.

Pas plus que le « *retour* » du fascisme des années 1930, la « *radicalisation islamiste* » pourfendue par le « *manifeste contre le nouvel antisémitisme* » ne fournit les clés du phénomène. Si Mohamed Merah et Amedy Coulibaly sont passés à l'acte au nom du djihad islamique, le chef du gang des Barbares qui avait séquestré et torturé le jeune vendeur de téléphones Ilan Halimi pensait seulement que les Juifs étaient tous riches et en mesure de payer une rançon. Quant à Soral et Dieudonné, les deux vedettes antisémites françaises, ils ne sont pas musulmans et se passent du Coran pour asseoir leur propagande.

Selon Traverso, « *nous sommes aujourd'hui en présence d'un nouveau type de préjugés qui peut prendre des formes violentes et connaître une large diffusion et qui témoigne d'une renaissance du "socialisme des imbéciles" du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire une forme de ressentiment social détourné vers un bouc émissaire* ». Un ressentiment renforcé par l'enrôlement récent des Juifs par la droite et l'extrême droite dans le camp de l'« Occident », qui contribue à nourrir du côté des minorités racisées et violentées par les pouvoirs en place l'impression que les Juifs font partie du système oppresseur. Cet antisémitisme « *n'est ni de droite ni de gauche, analyse Karsenti. Il unifie une bourgeoisie et une petite bourgeoisie déclassées et des membres de classes défavorisées dans une même expérience d'émancipation bloquée, de défection à l'égard des idéaux émancipateurs portés*

*différemment, certes, mais avec la même vigueur par le socialisme et le libéralisme».*

Reste à préciser le rôle que joue Israël dans ce contexte. D'après les rapports de la CNCDH, les auteurs d'actes antisémites voient « *dans le conflit du Proche-Orient la reproduction des exclusions et des échecs dont ils se sentent eux-mêmes victimes en France* ». Depuis l'éclatement de la deuxième Intifada au début du millénaire, les pics de violence correspondent en effet aux interventions israéliennes dans les territoires occupés<sup>11</sup>.

### Antisionisme

Mais pour les soutiens d'Israël, ce ne sont pas seulement les actes violents qui posent problème, c'est aussi la place démesurée qu'occupe cet État dans la mobilisation « anti-impérialiste ». C'est le sens de la définition controversée de l'antisémitisme qu'Emmanuel Macron souhaite adopter, qui inclut l'antisionisme et condamne le « *deux poids deux mesures [lorsqu'on exige] de l'État d'Israël un comportement que l'on n'attend ni ne demande de n'importe quelle autre nation démocratique* ». Dans *La Trique, le Pétrole et l'Opium*<sup>12</sup>, Ivan Segré soutient de son côté que la centralité d'Israël a servi d'« *épouvantail* », en ce sens qu'elle a permis d'occulter les raisons pour lesquelles le Moyen-Orient est la région la plus inégalitaire de la planète, raisons qui relèvent de l'alliance stratégique entre les États-Unis et les pétromonarchies scellée en 1945, avant même la création d'Israël. Plutôt que boycotter l'État d'Israël, il serait donc plus cohérent de boycotter les États-Unis et les pétromonarchies.

Il faut redire ici que l'oppression israélienne se suffit à elle-même pour justifier la solidarité avec le peuple palestinien. Et contrairement à la caricature qui en est souvent faite par le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), soutien inconditionnel d'Israël, l'antisionisme n'implique nullement de « *jeter les Juifs à la mer* », mais de transformer Israël en « *État commun* » garantissant la stricte égalité de ses citoyens juifs et palestiniens. Comme le rappelle l'éditeur juif et militant antisioniste Eric Hazan, « *la présence juive en Palestine ne se discute plus depuis longtemps, c'est la souveraineté juive qui est le cœur du litige*<sup>13</sup> ».

Réaffirmer la légitimité politique de l'antisionisme n'exclut pas pour autant d'examiner ses dimensions potentiellement problématiques. Là où un « antisioniste » comme Michel Warschawski maintient le dialogue avec les sionistes de gauche « *qui revendiquent effectivement des valeurs démocratiques et libérales (dans le sens américain du terme), mais qui dans le même temps souhaitent profondément cet État juif*<sup>14</sup> », d'autres militants antisionistes semblent mettre tous les sionistes dans le même sac fasciste. Ainsi, Ivan Segré, qui plaide dans *Les Pingouins de l'universel* pour « *un État commun israélo-palestinien, binationnel et bilinguistique sur l'ensemble du territoire de la Palestine mandataire* », soit peu ou prou la même solution que Michel Warschawski, est traité par Alain Brossat de « *renégat* » dès lors qu'il se définit comme « *sioniste* »<sup>15</sup>. Car un sioniste, d'après le philosophe, est forcément « *un type (ou une femme) dont l'attelage est arrimé à celui de Netanyahu-Lieberman-Bennett et dont*



*l'estomac de python avale tout – les exactions des colons, les détentions administratives, les menaces contre l'Iran, les bombardements sur la Syrie, le tango avec Trump, le blocus de Gaza et le reste*». Nulle place, par exemple, pour les sionistes de gauche s'inscrivant dans la tradition défendue dans les années 1920 par le mouvement Brit Shalom, qui militait pour un État commun garantissant l'égalité de tous les citoyens.

Autant les sionistes postulant un mystérieux et indestructible « virus » de la haine antisémite tournent le dos à toute analyse historique, autant les antisionistes se réclamant de l'héritage du Bund, le parti juif révolutionnaire antisioniste – très puissant jusque dans les années 1930 –, et d'autres intellectuels juifs à l'instar d'Hannah Arendt ou Martin Buber font l'impasse sur la suite de l'histoire, à savoir la destruction de la moitié des Juifs d'Europe. Ce qui change passablement la donne. Les militants du Bund ayant tous été exterminés, nul ne sait, au demeurant, quelle aurait été leur position, au sortir de la guerre, sur le projet étatique sioniste.

### **Le tournant de 1967**

S'il est évidemment tout à fait possible de ne pas reconnaître la légitimité d'un État pour le peuple juif en Palestine sans être antisémite, il faut essayer de comprendre pourquoi certains Juifs sont intimement heurtés par la critique antisioniste. Il s'agit donc de cerner la nature du lien qu'ils entretiennent avec Israël. Sur ce point, la date charnière est moins 1948 que 1967 et la guerre des Six Jours qui opposa Israël à l'Égypte, la Syrie, le Liban et la Jordanie.

De nombreux Juifs assimilés non sionistes découvrirent alors, non sans étonnement, l'angoisse que suscitait la possibilité de la disparition de l'État juif. « *On assiste pendant plusieurs semaines à des manifestations de soutien à Israël dans les rues de Paris et les grandes villes de France où des milliers de Juifs s'époumonent en criant "Israël vivra" et "Israël notre ami, notre allié". Les collectes d'argent en faveur d'Israël, réalisées par les associations juives en mai et juin 1967, dépassent le total des sommes réunies en France depuis mai 1948* », relate le sociologue Samuel Ghiles-Meilhac<sup>16</sup>. « *Si les grandes puissances [...] laissent détruire le petit État d'Israël qui n'est pas le mien, ce crime modeste à l'échelle du monde m'enlèverait la force de vivre* », écrit à l'époque Raymond Aron, qui ne fut pourtant jamais sioniste.

Or, précisément au moment où des Juifs de la diaspora prennent conscience de leur attachement à Israël, la victoire de l'État israélien et la politique expansionniste qui s'ensuivra susciteront – à juste titre – un approfondissement des critiques à son égard. Après avoir été les grandes victimes de l'histoire, les Juifs deviennent « *un peuple sûr de lui et dominateur* », selon les mots du général de Gaulle en novembre 1967. L'antisionisme, entendu aussi bien comme critique des politiques d'occupation, de peuplement et de discrimination d'Israël, que comme remise en cause fondamentale de la légitimité de la fondation d'un État par les Juifs en Palestine, gagne alors du terrain. Se développe en effet l'idée que le projet sioniste, avant même l'annexion de Gaza et de la Cisjordanie en 1967, est intrinsèquement colonialiste, raciste et impérialiste,

« *l'aboutissement d'un processus qui s'insère parfaitement dans le grand mouvement d'expansion euroéo-américain des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles pour peupler ou dominer économiquement les autres terres* », écrit en 1967 l'islamologue marxiste Maxime Rodinson<sup>17</sup>. Alors que la résistance palestinienne autonome devient l'un des principaux foyers de révolte contre l'impérialisme occidental, prenant le relais des luttes pour l'indépendance de l'Indochine et de l'Algérie, le militantisme pro-palestinien se développe particulièrement en France, sous l'impulsion des nombreux étudiants arabes nationalistes présents à Paris, des gaullistes et surtout des maoïstes de la Gauche prolétarienne. Depuis, l'extrême-droitisation d'Israël et sa politique jamais sanctionnée de développement colonial n'ont cessé d'alimenter l'antisémitisme.

### **Dhimmis**

La polarisation autour d'Israël ne constitue néanmoins que le dernier chapitre d'une longue histoire judéo-arabe, composée autant d'éléments de cohabitation heureuse que de facteurs de rivalité et de séparation<sup>18</sup>. Si les Juifs sont resté longtemps relativement protégés en terre d'islam grâce à leur condition de *dhimmis*, ce statut juridique octroyé aux religions du livre commandait également une obligation de soumission envers les musulmans. Ce rapport de

domination s'inverse dans l'Algérie coloniale : le décret Crémieux de 1870 accorda aux seuls « indigènes israélites » la nationalité française, ce qui ne manqua pas de tendre les relations avec les indigènes « musulmans ». Les idéologies nationalistes européennes qui pénétrèrent les deux communautés à partir des années 1920 accentuèrent encore leur éloignement politique, avant que la naissance d'Israël suivie des premières guerres avec les voisins arabes, en 1956 puis en 1967, scellent la rupture dans l'imaginaire des deux communautés.

En France, les phénomènes d'identification communautaire sont d'autant plus forts que le pays abrite à la fois la plus grande communauté musulmane (cinq millions) en Europe et la plus importante communauté juive (cinq cent mille), l'indépendance de l'Algérie en 1962 ayant provoqué le départ de la plupart des Juifs vers la France, « *qui porte ainsi à elle seule le poids de la mise en échec du projet hitlérien d'exterminer les Juifs en Europe* », souligne Bruno Karsenti.

L'antagonisme en France fut exacerbé dans les années 1990 par la crise du modèle assimilationniste républicain et l'essor du multiculturalisme dans l'espace public, qui favorisa les comparaisons et les concurrences. Or, dans cette nouvelle logique concurrentielle, seuls les

**APRÈS AVOIR ÉTÉ LES GRANDES VICTIMES DE L'HISTOIRE,  
LES JUIFS DEVIENNENT « UN PEUPLE SÛR DE LUI ET DOMINATEUR »,  
SELON LES MOTS DU GÉNÉRAL DE GAULLE EN NOVEMBRE 1967.**

Juifs ont obtenu la reconnaissance officielle de leurs souffrances, au détriment des autres victimes de l'histoire... Dieudonné qualifia la Shoah de « *pornographie mémorielle* », qui ferait de l'ombre aux « *quatre cents ans d'esclavage* » subis par le « *monde noir* ».

### « Monopole de la souffrance »

Comment les Juifs en sont-ils arrivés à être « enviés » pour leur « monopole » de la souffrance ? Le statut de victimes suprêmes ne leur a pas été dévolu immédiatement après la Seconde Guerre mondiale. Même en Israël, l'idéologie sioniste s'est initialement fondée non sur l'idée d'une réparation due à des victimes mais au contraire sur la promotion d'un homme juif nouveau et combattif, en opposition à la passivité du Juif du ghetto qui se serait « laissé mener à l'abattoir ». Dans *La Concurrence des victimes*, Jean-Michel Chaumont montre comment c'est justement afin de lever la chape de silence et de surdité qui a longtemps recouvert l'expérience spécifique des déportés juifs que s'est développée la revendication de l'unicité de la Shoah, le rescapé Elie Wiesel en faisant « *l'événement ultime, le mystère ultime, à jamais incompréhensible et intransmissible*<sup>19</sup> ». En France, la pleine reconnaissance du génocide juif dans les années 1990 s'est traduite notamment par le discours de Chirac sur les persécutions de Vichy, l'instauration d'une journée commémorant la rafle du Vél' d'Hiv, le procès de Maurice Papon... Cette « *religion civile du monde occidental* », comme la nomme Traverso, fera de la Shoah l'ultime barrière morale à transgresser pour les amateurs d'humour noir, dans une société où

il ne reste plus guère de tabous. Surtout, cette effervescence mémorielle suscitera des critiques sur la place « excessive » de la Shoah.

D'après le sociologue Danny Trom<sup>20</sup>, la gauche porte sa part de responsabilité dans la constitution de la mémoire de la Shoah en « problème » : ayant renoncé à trouver dans la classe ouvrière les acteurs héroïques de l'émancipation et à développer un grand récit progressiste après l'effondrement de l'URSS, une partie de la gauche reformule la question sociale non plus sous l'angle des rapports de production et d'exploitation, mais sous celui des rapports de domination. Si cette approche a eu le mérite de poser la question de la colonisation ou de l'esclavage comme des crimes de masse commis par les États européens, elle a engendré selon Trom un nouveau problème : aucun mal contemporain n'arrive « à la hauteur » de l'horreur du génocide juif. Face à cet « obstacle », Soral et Dieudonné fourniront deux moyens de « détrôner » les Juifs de leur monopole victimaire : la promotion des thèses négationnistes et l'inventaire assidu des crimes israéliens, qui permettent de reconfigurer les Juifs en persécuteurs.

### Synchrétisme « Charlie-Coulibaly »

S'il convient de distinguer cette « nouvelle judéophobie » structurée par l'oppression des Palestiniens du vieil antisémitisme maurassien, les deux se rejoignent par endroits. Et c'est Dieudonné, précisément, qui opère cette jonction contre-intuitive avec les nationalistes nostalgiques des colonies. L'humoriste n'a-t-il pas déclaré en 2015 qu'il se sentait

« *Charlie-Coulibaly* », en référence au preneur d'otages islamiste de l'Hyper Cacher ? Cette union s'est donnée à voir en 2014 lors du « Jour de Colère » anti-Hollande, qui avait dégénéré en rassemblement antisémite. Organisée par des collectifs nés de la Manif pour tous, la mobilisation avait été soutenue par Dieudonné. Ce mélange de genres n'avait rien d'accidentel, explique Pierre Birnbaum, qui a consacré un ouvrage à ce *Nouveau Moment antisémite*<sup>21</sup> : « Minute, L'Action française ainsi que d'autres titres d'extrême droite avaient promu depuis quelques mois une alliance avec Dieudonné dans leur combat commun contre le Crif qui "vassaliserait" le gouvernement, contre le capitalisme et contre les Américains<sup>22</sup>. »

Cette alliance entre antisémites « anciens » et « nouveaux » est facilitée par la persistance de la vision du monde conspirationniste caractéristique de l'antisémitisme moderne qui émerge au XIX<sup>e</sup> siècle en réaction à l'émancipation des Juifs et qui remplace l'antijudaïsme religieux contre le « peuple déicide » ayant longtemps dominé en Europe. Revenons un instant sur ce moment fondateur : dans la foulée de la Révolution française, l'État accorde aux Juifs la citoyenneté, en échange de quoi il leur demande de se défaire de leur statut collectif dérogoatoire et de refouler dans l'intimité leurs particularismes culturels, linguistiques et religieux. « *Or l'émancipation juive est immédiatement une réussite : car, tout en continuant de se dire "juifs", ils ne formaient déjà plus tout à fait une communauté, ils étaient déjà engagés, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, dans des dynamiques d'individualisation, d'où la rapidité avec laquelle*

*ils sont sortis du ghetto et ont pu jouer le jeu de l'émancipation* », explique Bruno Karsenti. L'antisémitisme moderne est le revers de cette assimilation désirée et réussie « *car immédiatement, les Modernes ont fomenté le soupçon que le succès des Juifs était permis par des ressources cachées, mobilisées par un sous-groupe invisible* ». De même que le journaliste antidreyfusard Édouard Drumont, premier antisémite autoproclamé, s'employait en 1886 à démontrer l'« *enjivement* » de la République dans son pamphlet à succès *La France juive*, Alain Soral prétend mettre au jour les manœuvres financières des Rothschild qui « *ruineraient* » la nation.

## CETTE ALLIANCE ENTRE ANTISÉMITES « ANCIENS » ET « NOUVEAUX » EST FACILITÉE PAR LA PERSISTANCE DE LA VISION DU MONDE CONSPIRATIONNISTE CARACTÉRISTIQUE DE L'ANTISÉMITISME MODERNE.

### « *Alliances verticales* », les Juifs « *du côté du manche* »

Perdurent ainsi, sous cette modalité complotiste, les vieux stéréotypes liant les Juifs à l'argent mais aussi au pouvoir<sup>23</sup>. Si la dénonciation par la militante décoloniale Houria Bouteldja d'un philosémitisme d'État<sup>24</sup> suscite le plus souvent une levée de boucliers à gauche, le concept n'est pas dénué de tout fondement. Car, pour le dire schématiquement, la police perquisitionne les mosquées mais protège les

synagogues. Il est donc aussi nécessaire que délicat d'analyser la relation entre les Juifs et l'État. Les travaux de Hannah Arendt nous aident à y voir plus clair. Dans *Les Origines du totalitarisme*, la philosophe allemande rappelle que la connaissance des Juifs de « *la politique leur venait d'abord de l'Empire romain, où ils avaient été en quelque sorte protégés par le soldat romain, puis du Moyen Âge, où ils avaient sollicité et reçu des autorités monarchiques et ecclésiastiques éloignées une protection contre la population et les potentats locaux. Ils avaient en quelque sorte conclu de ces expériences que l'autorité, et particulièrement l'autorité supérieure, leur était favorable, tandis que les autorités subalternes, et particulièrement les gens du peuple, étaient dangereux* ». Certes, il pouvait arriver qu'un gouvernant, cessant de considérer les Juifs comme utiles, les opprime, dans le pire de cas les force à se convertir ou les expulse mais, en règle générale, les chefs de la communauté avaient tendance à considérer qu'il était plus prudent de chercher à nouer ce que l'historien Yosef Hayim Yerushalmi appelle des « *alliances verticales* » avec les princes et à être « *des serviteurs des rois et non pas des serviteurs des serviteurs* », comme le résumait le rabbin espagnol Isaac Arama au xv<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>. D'où « *la prière juive pour le gouvernement, aujourd'hui encore récitée dans les synagogues aux quatre coins du monde* », souligne Yerushalmi. Le résultat de cette « *adulation zélée* » des Juifs pour l'État ? « *Chaque classe de la société qui, à un moment ou un autre, entrait en conflit avec l'État en tant que tel devenait antisémite parce que les Juifs étaient le seul groupe social qui semblât représenter l'État* », analyse Arendt, qui cite l'exemple de l'affaire Dreyfus.

Le nazisme aurait dû définitivement invalider cette stratégie verticale, puisque ce fut de l'exécutif que tomba la décision d'exterminer les Juifs. Mais selon Danny Trom, cette césure poussa seulement de nombreux Juifs, rendus méfiants vis-à-vis de leur propre État-nation, à nouer une nouvelle « *alliance verticale* » avec Israël, vu comme protecteur en dernier ressort. Enzo Traverso propose une autre déclinaison de cette théorie, Israël constituant selon lui un « *État-ghetto* » qui aurait scellé une nouvelle alliance royale avec l'hégémon actuel, les États-Unis<sup>26</sup>. Dans les deux cas est reconduite l'image d'un peuple aligné sur et protégé par les puissants.

### L'extrême gauche en cause

Défendre les petits contre les puissants étant la tâche de la gauche, cette dernière s'est retrouvée visée, juste après les musulmans, par la dénonciation d'un « *nouvel antisémitisme* ». Les fameux « *islamo-gauchistes* », que *Causeur* et *Marianne* débusquent aussi bien au NPA qu'à la France insoumise, sont taxés au mieux d'être aveugles face à l'antisémitisme musulman, au pire de sublimer leur détestation des Juifs dans la défense des Palestiniens.

Aussi caricaturales que puissent être ces accusations, l'histoire montre que la gauche n'est pas par nature immunisée contre l'antisémitisme. L'historien Michel Dreyfus a décrit à quel point les préjugés associant les Juifs au capitalisme et à l'usure étaient profondément ancrés chez de nombreux théoriciens socialistes au XIX<sup>e</sup> siècle, parmi lesquels Charles Fourier, Auguste

Blanqui ou Pierre-Joseph Proudhon, qui écrit en 1861 : « *le Juif est l'ennemi du genre humain. Il faut envoyer cette race en Asie ou l'exterminer*<sup>27</sup> », ou encore Alphonse Toussenel, dont l'ouvrage *Les Juifs, rois de l'époque* inspira Drumont<sup>28</sup>.

Dans *Sont-ils toujours des Juifs allemands ?*, Robert Hirsch expose les relations fluctuantes et contrastées qu'entretiennent depuis une cinquantaine d'années les divers courants d'extrême gauche avec les questions de la Shoah et d'Israël<sup>29</sup>. Selon l'auteur, lui-même militant de la LCR, puis du NPA, la gauche radicale n'a quasiment jamais formulé de thèses antisémites ou négationnistes. Il reproche cependant à certaines analyses d'être « simplistes », par exemple les interprétations du génocide juif par Lutte ouvrière en termes d'« *intérêts des possédants* » ou les analogies douteuses entre sionisme et nazisme dans la presse maoïste. Dans son autobiographie, le dirigeant trotskiste de la LCR Daniel Bensaid confie ses désaccords avec la stratégie d'identification entre travailleurs immigrés et résistants palestiniens : « *À la différence d'un Alain Geismar [...] arborant un keffieh, nous n'avons jamais été tentés de nous déguiser en fedayins pour faire du Quartier latin une "zone libérée".* » Parmi les exemples plus récents de simplification problématiques, Hirsch cite un passage du livre *Circonstances 3. Portées du mot « Juif »* d'Alain Badiou, où le philosophe maoïste assimile le terme « Juif » à une « *création politique nazie* ».

## Déceptions

Dans *La France sans les Juifs*<sup>30</sup>, Danny Trom propose une théorie originale sur les raisons de la sensibilité européenne aux crimes israéliens. « *Coalition de vaincus [qui] puise son inspiration dans la méditation sans fin de la défaite et du crime* » et dont la condition tacite pour y entrer est de « *renoncer à la politique* », l'Europe fonctionnerait selon le sociologue comme « *un convertisseur de politique en prospérité* ». « *Animée par la hantise de toute clôture* », première étape de l'exclusion et du crime, l'Europe – du moins dans son propre récit mythologique – « *est à l'avant-garde de toutes les péremptions : celle de l'empire, celle de l'État-nation, celle des identités, celle de toute clôture* ». En comparaison, « *il ne peut exister de cas d'anachronisme plus décevant* » que celui de l'État d'Israël, qui « *déçoit parce qu'il est une sécrétion européenne, qu'il a surgi de l'intérieur même de ce qui aujourd'hui est connu comme un convertisseur universel* ». Voilà que « *ceux dont la destruction sous-tend le renoncement de l'Europe à la politique et nourrit sa hantise de toute clôture, se montrent indifférents au principe d'illimitation européen : ils limitent l'immigration aux seuls Juifs après avoir été partout exclus ; ils pensent que la terre est un socle après avoir été si longtemps le peuple du livre* ».

On peut faire l'hypothèse que la critique badiouienne d'Israël est d'autant plus virulente qu'elle est proportionnée à la déception de voir l'État israélien trahir l'esprit des saint Paul, Spinoza, Marx, Freud et autres Juifs diasporiques qui incarnaient le refus du sang et du sol. Dans sa lettre ouverte à Finkielkraut,



# ON PEUT FAIRE L'HYPOTHÈSE QUE LA CRITIQUE BADIOUSIENNE D'ISRAËL EST D'AUTANT PLUS VIRULENTE QU'ELLE EST PROPORTIONNÉE À LA DÉCEPTION DE VOIR L'ÉTAT D'ISRAËL TRAHIR L'ESPRIT DES SAINT PAUL, SPINOZA, MARX, FREUD.

le philosophe déplore ainsi « *la bascule du rôle extraordinaire des Juifs dans toutes les formes de l'universalisme (scientifique, politique, artistique, philosophique...)* du côté du culte barbare et sans issue autre que meurtrière d'un État colonial ».

## Évitement

Outre Robert Hirsch, d'autres figures de la gauche radicale ont exprimé récemment une gêne sur la manière dont la question de l'antisémitisme était traitée dans leur famille politique, ou plutôt non traitée. « *Une partie non négligeable de la gauche ne prend en considération les faits antisémites que lorsqu'ils viennent de l'extrême droite* », lit-on également dans la tribune signée par Traverso. Un diagnostic que confirme une autre tribune publiée début janvier sur le site Lundi-matin, signée par des intellectuels juifs « *anti-racistes et anticolonialistes* », et qui affirme : « *Il existe aujourd'hui deux formes principales d'antisémitisme [...]. La première est la vieille haine des Juifs, que l'on observe dans la confiance croissante de l'extrême droite en Europe, en Amérique du Nord et en Australie. La seconde est l'antisémitisme du sionisme qui veut obliger tous les Juifs à s'identifier à Israël.* » Nulle évocation, donc, du fait que pour la première fois depuis Vichy, des enfants juifs ont été exécutés à bout portant, parce que Juifs, par un jeune converti au « djihad ». « Le non-sujet de l'antisémitisme à gauche » est ainsi le titre d'un article paru en février dans la revue

*Vacarme*, suscitant une réponse argumentée sur le site de la revue *Contretemps*, où Thierry Labica pointe chez les auteurs de *Vacarme* « *le non-sujet symétrique* » d'« *Israël – sa politique, ses dirigeants, ses nombreuses nuances d'extrême droite, sa politique d'occupation et d'annexion* ».

Paradoxalement, l'évitement de la question spécifiquement antisémite est en partie le produit de la mobilisation intensive de la Shoah dans les discours critiques : le psychiatre Christophe Dejours empruntant la notion de « banalité du mal » à Hannah Arendt afin de rendre compte des mécanismes de maltraitance dans l'entreprise<sup>31</sup>, le philosophe Giorgio Agamben comparant Guantanamo aux camps nazis<sup>32</sup> ou encore l'historien Zeev Sternhell rapprochant le racisme en Israël de celui du nazisme à ses débuts<sup>33</sup>. Dans tous les cas, « *la convocation de la Shoah vise à dramatiser l'objet avec lequel elle est comparée, or ce qui est systématiquement évacué pour que fonctionne la comparaison, c'est la question de la spécificité antisémite de la Shoah, c'est-à-dire la question : pourquoi les Juifs ?* », explique Danny Trom.

Pour Bruno Karsenti, le papier de Nicolas Mariot paru dans *Libération* en 2017 quelques années après les assassinats de Mohamed Merah fournit un autre exemple éclairant du désir d'éviter la question antisémite. L'historien

proposait de rapprocher les trajectoires de « radicalisation » du « djihadiste » franco-algérien de celle de Robert Hertz, socialiste juif engagé volontaire comme poilu durant la Première Guerre mondiale et mort sur le front, tous deux s'étant « sacrifiés » « pour des idées » et « en famille ». Ce parallèle contre-intuitif censé éclairer les attaques de Toulouse a surtout l'avantage de « diluer » la figure du Juif des deux côtés de l'équation, remarque Karsenti : « *Il y a des Juifs parmi les victimes d'un meurtrier antisémite, mais il y en a aussi du côté des tueurs nationalistes. Mariot répartit le signifiant sur tout l'espace disponible. Merah est antisémite, certes, mais son crime est comparable à un accès de nationalisme. Ou comment vider l'assassinat de Merah de son sens politique antisémite spécifique et éviter de regarder ce qui fait mal : la violence des dominés.* »

Pierre Rousset, l'un des fondateurs de la Jeunesse communiste révolutionnaire, constate ce même angle mort au sein de son parti, le NPA : « *L'antiracisme politique ne considère pas que le racisme puisse émaner des dominés puisque, selon son cadre théorique, le racisme ne peut être que le produit des structures de domination* », déplore-t-il. Habitée à identifier prioritairement la domination étatique et d'extrême droite, la gauche radicale se mobiliserait moins sur les violences émanant de la société, *a fortiori* lorsqu'elles sont le fait des dominés qu'elle essaie de défendre et de gagner à ses idées. Si elle condamne les actes antisémites, elle semble plus préoccupée par les risques (réels) d'instrumentalisation par le Crif ou de stigmatisation des musulmans. Ainsi, après le meurtre d'Ilan Halimi et la tuerie de

## SI L'EXTRÊME GAUCHE NE PRODUIT DONC PAS UN DISCOURS ANTISÉMITTE OU NÉGATIONNISTE, ELLE A PARFOIS TENDANCE À ÉLUDER LA QUESTION.

Mohamed Merah, les militants antiracistes de l'UJFP n'ont pas souhaité se joindre aux manifestations de solidarité, où ils auraient eu à marcher aux côtés du Crif, tenu pour indirectement responsable de l'aggravation de la situation.

Si l'extrême gauche ne produit donc pas un discours antisémite ou négationniste, elle a parfois tendance à éluder la question, que ce soit afin de ne pas faire écran à d'autres injustices, de ne pas accabler une population qui souffre déjà de racisme, ou de ne pas apporter de l'eau au moulin du Crif. De fait, on n'a affaire au retour ni de l'antisémitisme racialisé et exterminateur du nazisme, ni de l'antisémitisme culturel et nationaliste maurrassien, mais on n'assiste pas non plus à l'apparition *sui generis* d'une nouvelle judéophobie qui serait seulement imputable aux crimes israéliens et aux amalgames du Crif. S'inscrivant dans la continuité de l'antisémitisme moderne qui naît dans le sillage de l'assimilation des Juifs en France, le ressentiment teinté de complotisme à leur égard suggère une nouvelle version du « *socialisme des imbéciles* », qui peut aussi prendre la forme d'un « *anti-impérialisme des imbéciles* », pour reprendre les termes de Daniel Bensaïd<sup>34</sup>. Il ne suffit pas de savoir distinguer les Juifs de l'État d'Israël, encore faut-il



accepter que certains Juifs puissent être attachés au principe d'un État refuge. Parler de philo-sémitisme d'État est légitime, à condition de comprendre que les Juifs historiquement « du côté du manche » sont tout simplement du côté des conditions de leur survie. Se revendiquer antisioniste est légitime et l'abolition de l'État-nation

peut demeurer un horizon désirable pour la gauche révolutionnaire, mais il n'incombe pas prioritairement aux Juifs de l'atteindre. Il appartient à la gauche de ne rien lâcher sur la critique du régime raciste et colonial israélien, sans pour autant exiger des Juifs qu'ils soient antisionistes pour être de « bons Juifs ».

1. « Manifeste contre le nouvel antisémitisme », *Le Parisien*, 21 avril 2018.
2. *Le Monde*, 3 mai 2018.  
Parmi les signataires : Thomas Piketty, Étienne Balibar et Arlette Farge.
3. « Agir contre l'antisémitisme et tous les racismes », *Libération*, 18 mars 2019.
4. « *La Fin de la modernité juive*, inquiétant livre symptôme d'Enzo Traverso », AOC, 10 juin 2019.
5. « Antisémitisme : de quoi parlons-nous ? », AOC, 17 juin 2019.
6. « La défense des Juifs, ultime morale des pouvoirs que leurs peuples désavouent », Slate, 26 décembre 2018.
7. « Rapport 2017 sur la lutte contre le rascisme, l'antisémitisme et la xénophobie », Commission nationale consultative des droits de l'homme. p. 48.
8. D'après une consultation en ligne réalisée en 2012 dans huit pays d'Europe pour l'Agence européenne des droits fondamentaux, les Français sont de loin les plus inquiets, 85 % d'entre eux (contre 67 % dans l'ensemble de l'échantillon) considérant l'antisémitisme comme un problème majeur dans leur pays.
9. Depuis 2001, autour de 2 000 par an, 7 000 en 2014, 8 000 en 2015, 5 000 en 2016, plus de 3 000 en 2017.
10. Cinq cent quarante-et-un faits ont ainsi été recensés en 2018.
11. Opération Rempart en 2002, assassinat du fondateur du Hamas en 2004, Plomb durci en 2009, opération Bordure protectrice en 2014.
12. Libertalia, Montreuil, 2019.
13. « Le boycott d'Israël n'est pas de l'antisémitisme », *Libération*, 4 mai 2016.
14. « Dépasser le sionisme ? Débat avec Ilan Greilsammer et Michel Warschawski », *Mouvements*, 2004, vol. 3, n° 33-34.
15. « Ivan Segré comme passe-partout : une opportunité pour Israël », 5 février 2019, <<https://ici-et-ailleurs.org/contributions/migrations-frontieres/article/ivan-segre-comme-passe>>.
16. « Les Juifs de France et la guerre des Six Jours : solidarité avec Israël et affirmation d'une identité politique collective », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009, n° 4.
17. « Israël, fait colonial ? », *Les Temps Modernes*, n° 253 bis, 1967.
18. Voir Abdelwahab Meddeb et Benjamin Stora, *Histoire des relations entre juifs et musulmans des origines à nos jours*, Albin Michel, Paris, 2013.
19. « Trivializing the Holocaust », *New York Times*, 16 avril 1978.
20. *La Promesse et l'Obstacle*, Le Cerf, Paris, 2007.
21. Fayard, Paris, 2015.
22. « C'est armé d'une simple quenelle que Dieudonné fait trembler ses ennemis [...] elle annonce le grand coup de balai qu'il faudra bien donner dans toute cette pourriture accumulée au fil des années », *Minute*, 8 janvier 2014.
23. Le degré de ressentiment envers un supposé philo-sémitisme d'État varie au gré de l'actualité française : le sentiment que « les Juifs ont trop de pouvoir », qui concerne aujourd'hui moins de 20 % de la population, atteignait 37 % en 2014, après l'interdiction par l'exécutif des spectacles de Dieudonné.
24. *Les Blancs, les Juifs et nous. Vers une politique de l'amour révolutionnaire*, La Fabrique, Paris, 2016.
25. *Akedat Yitzhak*, Venise, 1565, folio 318v.
26. Voir *La Fin de la modernité juive*, La Découverte, Paris, 2013.
27. *Carnets*, vol. 2, 1847-1848, M. Rivière, Paris, 1961.
28. *L'Antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe de 1830 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2011.
29. *Sont-ils toujours des Juifs allemands ? La gauche radicale et les Juifs depuis 1968*, Arbre bleu éditions, Nancy, 2017.
30. PUF, Paris, 2018.
31. *Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale*, Seuil, Paris, 1998.
32. *État d'exception*, Seuil, Paris, 2003.
33. « En Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts », *Le Monde*, 18 février 2018.
34. *Fragments mécréants*, Lignes, Paris, 2005.